

Saisi de cette plainte, le Juge d'Instruction, sur réquisitions conformes du Procureur de la République rendait le 29 juin 2006, une décision de refus d'informer considérant que l'association requérante n'était pas recevable à agir dès lors que les buts énoncés dans ses statuts ne réfèrent pas expressément à la lutte contre le racisme et les victimes de discriminations fondées sur leur origine nationale, ethnique, raciale ou religieuse.

### **III – SUR LA RECEVABILITE :**

L'association n'a pas exercé de recours contre cette décision dans la mesure où elle savait que ce recours aboutirait à l'échec au regard de la jurisprudence précitée de la Cour de Cassation, alors même que le nom de cette association par son libellé induit clairement son but de défendre les droits de l'homme et bien évidemment ceux énoncés en l'article 14 de la Convention Européenne de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales.

Dès lors que le recours en appel ne constituait pas une voie de recours effective et il ne saurait être reproché à la requérante de n'avoir pas épuisé les voies de recours internes, au regard du droit positif interne.

L'association a, par délibération de son Assemblée Générale, mandaté sa présidente et son avocat pour exercer le présent recours. Elle jouit de la personnalité morale en droit français avec capacité à ester en justice.

### **IV - EXPOSE DES VIOLATIONS DE LA CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE ET DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ;**

#### **IV - 1 : Sur l'atteinte au principe du droit à un procès équitable :**

Dès lors que la procédure française, tant dans ses textes que par l'interprétation qui en est faite par la Cour de Cassation fait obstacle au nom d'un principe constitutionnel d'unicité du peuple français à ce qu'un groupe de personnes identifiable, en l'espèce les bretons, agissant par une association représentative, de faire entendre sa cause par un Tribunal, alors que cette cause constitue une atteinte à l'un des droits garantis par la Convention, en l'espèce la prohibition de la discrimination, énoncée en l'article 14 de la Convention, l'obstacle procédural opposé à la faculté de saisir une juridiction pour qu'elle tranche le litige viole incontestablement le droit énoncé en l'article 6.1 de la Convention.

#### **IV – 2 : Sur la violation du principe de non-discrimination :**

Le dénigrement grossier et insultant d'un groupe de personnes auquel sont imputés, sous couvert du droit à la création artistique et d'humour prétendu, des tares, des pratiques inhumaines et des comportements déviants constitue incontestablement une atteinte à chacun des membres